

# La Voix de la Paix

Nouvelles et opinions des régions touchées par l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et en Ouganda



En 2009 la LRA a attaqué le village Djibir, nord-est RDC. Les assaillants ont enlevé cette femme avec trois de ces enfants et ils ont tué son mari. La femme s'est échappée en 2012 en RDC et ses enfants au début de l'année 2014 au Soudan du Sud.

## Plus de 100 prisonniers de la LRA libérés, mais pourquoi ?

**Au cours des trois derniers mois, l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) a libéré 120 prisonniers de longue date, principalement des femmes (59) et des enfants (58), dans le cadre de cinq vagues séparées, en RDC et en RCA. Ce remarquable changement de comportement de la part de la LRA soulève des questions importantes concernant les raisons qui expliquent ces actions et la manière dont les acteurs internationaux et locaux devraient réagir.**

Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils avaient été libérés, les anciens prisonniers ont donné plusieurs raisons. Beaucoup ont répondu que Kony avait ordonné à ses commandants de libérer des femmes et des enfants car ils constituaient un fardeau et compliquaient les opérations militaires. D'autres ont expliqué que la LRA avait besoin de combattants jeunes et vigoureux pour mener les opérations, et que les membres les plus faibles devaient donc être relâchés. D'autres encore ont affirmé que les partisans de Kony à l'extérieur ne continueraient à le soutenir que s'il libérait des femmes et des enfants. Bien qu'il soit difficile de déterminer les véritables raisons qui expliquent ces libérations, elles sont de mauvais augure. Malgré les propos de l'armée ougandaise, qui affirme que la LRA s'affaiblit, la libération de femmes et d'enfants pourrait permettre à la LRA de se transformer en force de combat plus mobile et plus efficace.

### Dans ce numéro

Rapport sécuritaire régional, juillet-septembre 2014	3
Les épreuves traversées par les rescapés de la LRA	5
Apprendre à soigner les blessures invisibles	6
Entretien : une jeune femme ayant récemment quitté la LRA s'exprime	6
« En tant que femmes, que pouvons-nous faire ? »	7
À propos de la Voix de la Paix	8

Toutes les libérations ont eu lieu selon un schéma similaire. Les combattants de la LRA ont libéré les prisonniers à proximité de villages et leur ont indiqué le chemin à prendre pour être en sécurité. Par exemple, le 2 septembre, cinq éléments armés de la LRA ont escorté 26 prisonniers à long terme (16 femmes et 10 enfants) jusqu'à Kiliwa (à 45 km au nord-est de Dungu, RDC). Les escortes ont dit à deux agriculteurs qui travaillaient leurs champs de ne pas avoir peur et les ont priés de conduire les prisonniers vers des personnes qui pourraient les aider à retrouver leur famille. Les cinq soldats de la LRA se sont assurés que les agriculteurs s'occuperaient bien des prisonniers et les ont même suivis pour vérifier la direction prise.

### Un accueil chaleureux, mais une réunification retardée

Dans la plupart des cas, la population locale a réservé un accueil chaleureux aux prisonniers. Par exemple, lorsque deux vagues de prisonniers sont arrivés à Digba (à 45 km au nord d'Ango, district du Bas-Uélé, RDC), les habitants locaux leur ont donné de la nourriture, des vêtements et d'autres articles, ce qui illustre bien le rôle vital que les communautés jouent dans la facilitation du retour des rescapés. Cependant, la réponse des armées ougandaise et congolaise et des institutions internationales a été mal coordonnée. L'armée américaine a transporté des prisonniers libérés en RDC vers Obo, en RCA, puis vers Yambio, au Soudan du Sud. L'UNICEF, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les agents de maintien

de la paix au Congo (MONUSCO) ont protesté contre le fait que les Congolais n'ont pas été conduits directement à Dungu, en RDC, où ils auraient pu rapidement retrouver leurs familles respectives. Conséquence malheureuse : de nombreux enfants et femmes congolais et centrafricains se trouvent encore dans le centre de transit de Yambio contre leur volonté. Certains demandent quand ils vont être conduits à leurs propres pays pour retrouver leur famille. Le centre de transit compte maintenant deux fois plus de personnes que celles qu'il est censé pouvoir héberger et nourrir.

Étant donné qu'il est possible que la LRA continue de libérer des captifs, il est important que tous les acteurs comprennent bien leurs responsabilités et profitent au mieux des ressources disponibles. Avec le soutien des bailleurs de fonds internationaux, les organisations locales devraient veiller à ce que les communautés soient prêtes à accepter les rescapés de la LRA et à s'occuper d'eux. Dans les districts du Haut et Bas-Uélé, en RDC, et dans la préfecture du Haut-Mbomou, en RCA, la plupart des ONG sont parties ou disposent d'effectifs limités, tandis que les ONG locales sont dotées du savoir-faire et de la compréhension requis pour mener certaines activités efficacement, en particulier celles relatives à la réintégration des anciennes personnes enlevées. Une étroite coopération entre les organisations locales et Africom et la MONUSCO, qui ont les moyens d'intervenir rapidement et de transporter des gens, serait fructueuse.

---

## Éditorial

**Bienvenue, chers lecteurs, à ce 11e numéro de la Voix de la Paix. Dans ce numéro, notre article phare cherche à répondre à la question qui préoccupe bien des habitants de la région, *Plus de 100 prisonniers de la LRA libérés, mais pourquoi ?* Au cours des trois derniers mois, la LRA a libéré 120 prisonniers de longue date. Nous analysons ce que cette initiative sans précédent nous dit peut-être sur l'état de santé de la LRA et ses intentions futures, et sur la manière dont les communautés locales et les agences internationales peuvent encourager cette tendance.**

Même si cela semble être une bonne chose pour les personnes libérées, c'est loin de signaler la fin de leurs problèmes. L'utopie qu'elles espéraient est souvent un rêve lointain ; la réalité sur le terrain semble bien sombre, c'est le moins qu'on puisse dire. Nos correspondants en RDC, au Soudan du

Sud, en Ouganda et en RCA ont observé la triste tendance suivante : de nombreux rescapés sombrant dans le désespoir lorsqu'ils sont rejetés par les communautés, la société civile et les pouvoirs publics.

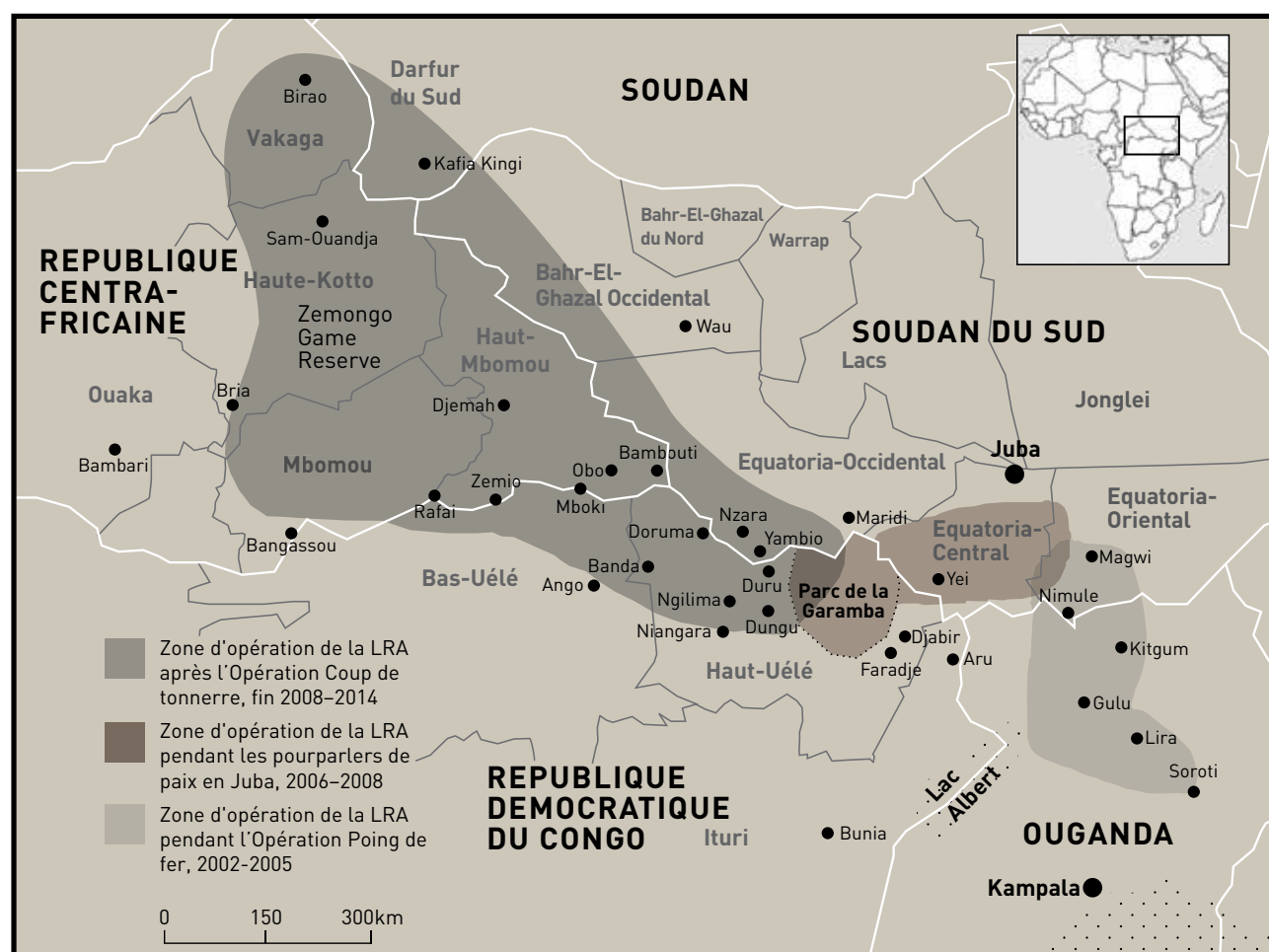
Vient ensuite « *En tant que femmes, que pouvons-nous faire ?* » Vues souvent comme le sexe faible, les femmes mettent en question cette manière de voir vieille comme le monde en défendant la cause de la justice, de la paix et de la redevabilité. Nous nous penchons sur leurs efforts vaillants dans les quatre pays touchés par le conflit avec la LRA.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous invitons instamment à nous faire part de vos commentaires et réactions sur le formulaire ci-joint.

**Dixon Odur**, Rédacteur-en-chef



## Rapport sur la situation sécuritaire dans la région : juillet-septembre 2014



Carte des zones touchées par la LRA (Conciliation Resources)

**RCA :** Bien qu'ayant signé un accord de cessez-le-feu à Brazzaville le 23 juillet, le pays continue d'être la scène de bien des violences dans le centre-nord et à Bangui, la capitale. Les affrontements entre les rebelles ex-Séléka et les miliciens anti-balaka se poursuivent. Les deux groupes exploitent le désordre qui règne pour exiger des civils qu'ils satisfassent leurs besoins quotidiens. La préfecture du Haut-M'bomou, dans le sud-est du pays, a largement échappé à cette violence politique et à ces comportements prédateurs. Mais les civils vivent dans la peur des combattants démobilisés de la Séléka, des bergers Mbororo bien armés et des groupes de soldats de la LRA. Ces derniers continuent d'emprunter plusieurs itinéraires d'approvisionnement très fréquentés à travers la brousse entre la RDC et la réserve de chasse de Zemongo.

De juillet à septembre 2014, des groupes de la LRA ont commis quatre attaques sur des personnes qui avaient emprunté la route reliant Zemio et Djemah, près des villages de

Banangui et Ngouyo (à 55 km et 30 km de Djemah respectivement). Lors de l'attaque de plus grande envergure, sur Kamanda (à 45 km de Zemio), les soldats de la LRA ont volé des aliments et des biens, et enlevé 11 personnes. Dix d'entre elles ont été relâchées cinq jours après, mais un garçon de 12 ans n'a toujours pas été libéré. Le 12 août, 41 prisonniers (21 enfants et 20 femmes) qui avaient été libérés à Nguiringuiri, sont arrivés à Obo, où ils ont été accueillis par l'armée ougandaise (UPDF). Ils ont été suivis trois jours plus tard par trois femmes, deux hommes et deux enfants, libérés par la LRA au même endroit. D'après les sources, il y a eu d'autres libérations près d'Obo et de Djemah, mais l'UPDF n'a pas fourni d'informations détaillées aux autorités locales.

**RDC :** La possible modification par le président Kabila de la constitution a dominé l'ordre du jour politique national et détourné l'attention de l'insécurité qui continue de régner dans les provinces des Kivus, Katanga et Province Orientale. Le conflit avec la LRA dans le nord-est

	RDC			RCA			Soudan du Sud			Ouganda			Total
	J	A	S	J	A	S	J	A	S	J	A	S	
<b>2014</b>													
<b>Attaques</b>	8	22	4	3	1	0	0	0	0	0	0	0	<b>38</b>
<b>Civils tués</b>	3	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>10</b>
<b>Civils enlevés</b>	3	38	1	11	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>53</b>
<b>Personnes récemment déplacées</b>	0	130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>130</b>
<b>Personnes enlevées depuis longtemps et libérées</b>	0	46	26	0	48	0	0	0	0	0	0	0	<b>120</b>
<b>Personnes enlevées depuis peu et libérées</b>	5	73	7	10	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>95</b>

Sources : OCHA, ONG, Comités de protection locaux, société civile et leaders coutumiers.

semble ne pas constituer une priorité pour les leaders politiques. Cependant, le groupe continue de semer la désolation dans les districts du Haut-Uélé et du Bas-Uélé. Durant ce trimestre, l'épicentre des activités s'est déplacé vers l'ouest, du Parc national de la Garamba vers le district du Bas-Uélé, en particulier aux alentours de Digba et dans la Réserve de chasse de Mbomou. Le changement le plus important qui s'est produit durant ce trimestre est la libération de 72 prisonniers de longue date, principalement des femmes et des enfants, apparemment sur les ordres de Kony. Dans le même temps, les groupes de la LRA continuent de commettre des raids sur des villages et des voyageurs pour se procurer de la nourriture et des biens. Les soldats de la LRA ont tué dix personnes (huit civils et deux membres des FARDC) et 130 habitants de la zone de Niangara ont pris la fuite. Les bergers Mbororo ont détruit 15 exploitations agricoles autour d'Ango et de Duru, attisant des tensions déjà fortes avec les habitants locaux.

**Soudan du Sud :** Au niveau national, la situation en matière de sécurité est volatile, les combats se poursuivant dans le nord-est, et en particulier dans les États d'Unity, du Jonglei et du Haut-Nil. Les pourparlers de paix menés par l'Intergovernmental Authority for Development (IGAD) sont tombés en panne à plusieurs reprises : tant le gouvernement de Salva Kiir que le SPLM-In Opposition du Dr Riek Machar ont signé et brisé deux accords de cessez-le-feu. Chaque groupe accuse l'autre de ne pas honorer les accords, et les deux groupes ethniques auxquels appartiennent les leaders vivent dans la peur constante l'un de l'autre, même dans les lieux où il n'y a pas de combats. Le sommet des chefs d'État et de gouvernement qui a eu lieu à Addis-Abeba le 25 août s'est soldé par un échec total. Il proposait un Gouvernement transitionnel d'unité nationale (Transitional Government of National Unity – TGONU) qui stipulait que Salva Kiir resterait président et que le SPLM-In Opposition

choisirait un nouveau Premier ministre. Mais ce choix devait, comble de l'ironie, être approuvé par le président. Machar a rejeté l'accord.

Au cours des trois derniers mois, aucune activité de la LRA n'a été signalée au Soudan du Sud, mais un grand nombre des prisonniers de la LRA libérés en RDC ou en RCA sont arrivés dans l'État d'Équatoria-Occidental. Les attaques et le mouvement constants de la LRA en RDC ont entraîné un important afflux de réfugiés congolais vers le comté d'Ezo et le déplacement de Sud-Soudanais qui vivaient à proximité de la frontière avec la RDC. La LRA n'est pas la seule menace pour la sécurité ; le 16 août, un groupe d'Udas (nomades arabes armés) ont traversé à cheval la frontière centrafricaine vers le comté de Tambura. Les groupes auto-défenses (Home Guard) et quelques soldats de la SPLA les ont poursuivis ; après un échange de tirs, les Udas ont reculé vers la RCA depuis Andari, comté d'Ezo.

**Ouganda :** Durant le dernier trimestre, l'Ouganda a été paisible et les efforts du gouvernement visant à réduire les vols à main armée ont eu un impact positif. Cependant, le conflit avec la LRA continue d'avoir des répercussions dans le nord. Durant les trois derniers mois, l'armée ougandaise a ramené des femmes et des enfants ougandais libérés par la LRA. Cependant, les ressources disponibles pour la réconciliation et la réintégration s'amointrissant, leur avenir est incertain. Les femmes rescapées sont tout particulièrement vulnérables parce qu'elles sont rejetées par leur famille et leur communauté, qui les privent par ailleurs du droit de posséder et de cultiver des terres. Parmi les autres défis auxquels se trouve confronté le nord du pays figure le nombre élevé de rescapés traumatisés et souffrant de maladies mentales qui exerce une pression sur les communautés et attise les conflits liés aux terres, lesquels peuvent parfois devenir violents et meurtriers.



## Les épreuves traversées par les rescapés de la LRA

**Lorsque les prisonniers de la LRA rentrent chez eux, ils sont, tout comme leur famille, soulagés et heureux, mais ils ne tardent pas à se heurter à une situation horrible et confuse. Les familles et les communautés du Congo, de la RCA, du Soudan du Sud et de l'Ouganda ne sont pas bien préparées pour s'occuper de rescapés qui ont vécu d'horribles expériences dans la brousse.**

### De mal en pis

Loin de faciliter aux rescapés un retour en douceur, les familles et communautés d'accueil les traitent comme s'ils étaient anormaux et dangereux et ont du mal à les accepter. De plus, les communautés sont elles-mêmes confrontées à des situations très difficiles. Nombre d'entre elles sont pauvres. Beaucoup ont subi le pillage et la destruction de leurs propriétés et vivent dans des camps de personnes déplacées. Elles ne sont donc pas en mesure d'apporter un soutien suffisant. Certains rescapés, craignant d'être enlevés une deuxième fois, ne retournent pas à leurs lieux d'origine. Ils sont sans abri et ne peuvent pas compter sur le soutien émotionnel de leurs amis et de leurs parents.

Des sentiments de vide et d'isolement par rapport à la société, conjugués au traumatisme causé par une vie passée sous l'autorité tyrannique de la LRA, font que nombre de rescapés souffrent de dépression chronique. D'après les résultats de recherches récentes\*, de nombreux rescapés souffrant de graves maladies mentales reçoivent un traitement insuffisant, ce qui a des conséquences dramatiques sur leur vie publique et privée.

La mère d'une rescapée a exprimé sa douleur en ces termes : « Nous l'aimons tant... mais parfois elle se met dans un état de colère extrême. « Je peux te tuer d'un seul coup... N'oublie pas que je suis membre de la LRA ! » Elle devient alors incontrôlable et nous devons tous quitter la maison pendant une heure ou deux jusqu'à ce qu'elle se calme... Que faire ? ».

Les gouvernements de la RDC, de la RCA et du Soudan du Sud sont trop accaparés par d'autres priorités pour accorder à la question de la LRA l'attention qu'elle mérite, y compris l'aspect de la réintégration « holistique ». Les ONG internationales ont aussi déplacé leur attention sur d'autres aspects et certaines empirent encore la situation. La frustration des rescapés s'intensifie lorsque des personnes venues de l'extérieur conduisent de nombreux entretiens auxquels elles ne donnent pas suite. Certains

rescapés deviennent agressifs, d'autres se tournent vers la criminalité pour s'en sortir.

### Ils ont assez souffert

Pour veiller à ce que les rescapés de la LRA ne souffrent pas plus qu'ils n'ont déjà souffert, les autorités gouvernementales, les leaders communautaires, la société civile et les organisations internationales ont tous un rôle à jouer au moment de garantir leur retour sans risque et un processus de réintégration holistique. Il s'agit entre autre de leur fournir des articles de première nécessité (p. ex. aliments, vêtements, soins médicaux immédiats), un soutien psychosocial et des programmes de moyens de subsistance qui confèrent aux rescapés les moyens de se débrouiller seuls.

Les femmes et les enfants devraient faire l'objet d'une considération particulière, du fait de leur vulnérabilité et de la stigmatisation dont ils souffrent à cause de leur association à la LRA. Pour éviter les disputes et les jalousies, il faudrait aussi offrir un soutien à d'autres membres vulnérables des communautés d'accueil. Une réintégration réussie ne profite pas seulement aux rescapés et à leur famille, mais elle rend le retour à une société normale plus attractif pour ceux qui se trouvent encore dans la brousse et elle joue un rôle essentiel dans les efforts en vue de venir à bout de la LRA.

\* « *Nous l'aimons tant... que peut-on faire?* » : appuyer la réintégration des rescapés de la LRA de retour en RDC et au Soudan du Sud, Dr Emilie Medeiros pour Conciliation Resources, août 20



Une jeune femme à Djabir, nord-est RDC qui a été enlevée par la LRA. L'attaque la plus récente de la LRA à Djabir a eu lieu le 17 juillet 2014.

## Entretien : Une jeune femme ayant récemment quitté la LRA s'exprime

**Soudan du Sud a parlé à une rescapée récemment sortie de la LRA. Voici ce qu'elle nous a confié concernant l'alimentation dans la brousse, son mariage à un commandant de la LRA et ses espoirs pour l'avenir.**

**Q:** Comment vous appelez-vous ?

**A:** Je suis Rosea Mbdolibihine.\*

**Q:** Quel âge avez-vous ?

**A:** J'ai 18 ans.

**Q:** Quand et où avez-vous été enlevée ?

**A:** J'ai été enlevée à Duka en 2009.

**Q:** Comment vous sentiez-vous dans la brousse ?

**A:** Je me sentais très mal, parce que nous n'arrêtons pas de nous déplacer. Ils m'ont donnée à un homme appelé Lafoyo Odam, pour être l'une de ses nombreuses épouses. Je pensais sans cesse à mes parents et à la famille. La nourriture dans la brousse était très mauvaise ; l'eau que nous buvions n'était pas bonne. La LRA nous forçait à creuser pour ramasser des ignames tous les jours. C'est pour toutes ces raisons que la vie dans la brousse était si pénible.

**Q:** Avez-vous vu Kony pendant que vous vous trouviez dans la brousse ?

**A:** J'ai entendu dire qu'il se trouvait à Mbomou, près de Mboki, mais nous ne l'avons jamais vu.

**Q:** Avez-vous entendu parler de Salim Saleh ?

**A:** Oui, c'est le commandant-en-chef.

**Q:** Comment avez-vous réussi à partir ?

**A:** On m'a dit que le commandant-en-chef allait nous libérer. Il a donné des ordres pour que des femmes et des enfants soient relâchés. Nous avons été libérés à Nambara [RDC], où la LRA nous a laissés sur la route principale et nous a dit de rentrer chez nous. Nous avons ensuite suivi la route jusqu'à Digba [RDC] où nous avons été repérés par les FACA [Forces Armées Centrafricaines] qui nous ont conduits à Obo [RCA]. À Obo, les ressortissants ougandais ont été conduits en Ouganda, et les autres, dont moi, ont été conduits au Soudan du Sud..

**Q:** Combien étiez-vous à avoir été libérés ?

**A:** Nous étions nombreux, mais je ne sais pas combien exactement.

**Q:** Qu'attendez-vous de vos parents quand vous les reverrez ?

**A:** Lorsque je rentrerai à la maison, je veux que mes parents m'amènent à l'école, me donnent bien à manger, s'occupent de moi, soignent cette maladie de la peau que j'ai, et m'aident à me sentir bien.

\* Pseudonyme.

## Apprendre à soigner des blessures invisibles

**Le nombre de rescapés de la LRA augmentant rapidement, et nombre d'entre eux ayant subi des traumatismes extrêmes, le besoin de conseillers efficaces s'accroît de jour en jour. C'est pourquoi des membres d'organisations locales du Soudan du Sud, de la RCA, du Congo et de l'Ouganda se sont réunis à Gulu, dans le nord de l'Ouganda, du 5 au 14 août, pour échanger des expériences sur les manières de faciliter la réintégration et l'assistance (psycho-sociologique). Les participants ont rendu visite à plusieurs organisations et ont été exposés à diverses méthodes d'assistance pour aider les victimes de la LRA.**

« Au début je ne savais pas comment m'adresser à ces rescapés de la LRA, mais maintenant je comprends comment entamer une discussion sur leurs expériences et comment nous pouvons

les aider », explique Veronika Anni Michael, participante à la visite-échange.

Grâce à cette visite, les participants ont contribué à fournir une assistance. Par exemple, le centre de transit pour les rescapés de la LRA de Yambio, Soudan du Sud, géré par le gouvernement de l'État d'Équatoria-Occidental, a demandé à la Self Help Women's Development Association (SHWDA) d'offrir une assistance aux femmes et enfants qui s'y trouvent. De nouvelles techniques ont ainsi pu être mises en pratique pour comprendre les craintes des personnes récemment sorties de la LRA. Après la visite, l'UNICEF et le HCR des Nations Unies ont reconnu le potentiel des membres de la SHWDA et ont proposé de leur fournir des conseils plus approfondis pour qu'ils puissent apporter une meilleure assistance.

## « En tant que femmes, que pouvons-nous faire ? »



Comite de coordination du ROFU, Dungu, RDC

### **Dans toute la zone touchée par la LRA, des femmes pauvres en ressources mais riches en énergie et en compassion aident leurs communautés à surmonter la souffrance causée par la LRA.**

Au Soudan du Sud, une femme, Veronika Anni Michael, a été alarmée par la manière dont les femmes et les enfants qui revenaient de la brousse étaient accueillis par leurs communautés respectives. Un jour de 2010, autour du puits, elle a rallié 15 femmes animées des mêmes objectifs pour répondre à une simple question : « En tant que femmes, que pouvons-nous faire ? ». C'est ainsi qu'est née, à l'ombre d'un manguier, la *Self Help Women's Development Association*. Elle a maintenant lancé des activités dans tous les comtés les plus durement touchés par la LRA : Yambio, Nzara, Ezo, Tambura et Ibba. Ces volontaires dispensent des conseils aux femmes et aux hommes rescapés sur la manière de cultiver et de vendre des aliments, de gérer leur argent et de refaire leur vie. Elles font pression sur les représentants du gouvernement au nom des rescapés et utilisent des émissions de radio pour encourager les auditeurs à voir les rescapés de la LRA d'un œil compatissant. Elles ont l'intention de faire participer les rescapés à des spectacles de théâtre et de danse pour encourager les membres des communautés à les accepter.

En RCA, une équipe de femmes concernées, dirigées par Tatiana Viviane, a créé Femme Action Plus (FAP) en 2011. FAP, qui dispose d'un siège à Bangui et d'antennes à Rafai, Zemio, Mboki et Obo, aide les femmes et les enfants vulnérables

– veuves, orphelins et, tout particulièrement, rescapés de la LRA – en organisant des formations en compétences de vie ; elle les aide par ailleurs à être reconnus comme membres utiles de la communauté. FAP dispense une formation aux femmes pour leur apprendre à cultiver le manioc et les arachides, à fabriquer du savon à partir d'huile de palme, à confectionner des vêtements ou à ouvrir un petit hôtel, tandis que les garçons apprennent la menuiserie et la maçonnerie. De plus, FAP prépare le terrain pour les rescapés futurs en encourageant les communautés à les accueillir. Comme le bon travail que fait FAP attire d'autres femmes volontaires, l'organisation vise maintenant plus haut ; elle voudrait mettre sur pied un centre d'accueil pour les rescapés de la LRA – un endroit sûr où ils puissent trouver quelqu'un disposé à les écouter et à leur donner de bons conseils.

À Dungu, dans le nord-est de la RDC, seize associations de femmes locales se sont réunies pour former le Réseau des Organisations Féminines des Uélés (ROFU). Le ROFU travaille avec des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des rescapés de la LRA pour faciliter leur réintégration sociale. Une femme, Henriette Mbolingbanemi, qui a fui son village pour se réfugier à Dungu, décrit ainsi ses problèmes : « La vie est difficile pour moi, parce que je me sens impuissante. Cela fait trois ans que mes enfants ne vont pas à l'école. Je n'ai pas les moyens de les y envoyer. Et le toit de ma case est endommagé ». Pour elle et d'autres femmes dans sa situation, leur statut de personnes déplacées fait qu'il leur est difficile de trouver du bois et des terres fertiles



à cultiver. Elles survivent au jour le jour. Le ROFU aide les femmes comme Henriette à accéder à une éducation et une formation de base et fait pression sur les autorités gouvernementales locales et les chefs traditionnels en leur nom.

Dans le nord de l'Ouganda, les femmes touchées par la guerre continuent de lutter pour faire valoir leurs droits. Le *Women's Advocacy Network* (WAN), lancé officiellement en mai 2011, est un forum à travers lequel des femmes touchées par la guerre préconisent la justice, une reconnaissance et une redevabilité pour les violations sexistes commises durant la guerre avec la LRA. Elles

ne se contentent pas de travailler au niveau communautaire, mais ont porté leur combat devant Kampala. En novembre 2013, le WAN a présenté une pétition au parlement ougandais par l'intermédiaire des femmes parlementaires pour demander une réparation urgente pour les femmes touchées par le conflit. Il a aussi discuté avec les parlementaires acholis de la situation des femmes et des communautés touchées par la guerre dans le nord de l'Ouganda. Cette pétition a abouti à la lecture d'une motion au parlement en vue d'un fonds de réparation axé sur les besoins des femmes.

## À propos de la Voix de la Paix

**La Voix de la Paix est un bulletin d'information trimestriel qui cherche à améliorer la compréhension parmi les communautés locales et les décideurs nationaux et internationaux des graves défis auxquels sont confrontés les gens qui vivent dans des zones de la RDC, de la RCA, du Soudan du Sud et de l'Ouganda touchées par l'Armée de résistance du Seigneur.**

Il est écrit et produit par des groupes de la société civile, avec le soutien de Conciliation Resources, une organisation britannique de renforcement de la paix. Il confère aux acteurs locaux une voix sur les problèmes qui ont un effet profond sur leur vie et leur donne l'occasion de façonner les solutions.

Tous les numéros de La Voix de la Paix sont disponibles sur : [www.c-r.org/resources/voice-peace](http://www.c-r.org/resources/voice-peace)

Organisations de la société civile participantes :

- Solidarité et Assistance Intégrale aux Personnes Démunies (SAIPED), RDC
- Commission Diocésaine de Justice, Paix et Réconciliation, diocèse d'Aru (CDJPR), RDC
- Réseau des Organisations Féminines des Uéléés (ROFU), RDC
- Femme Action Plus (FAP), RCA
- Inter Church Committee (ICC), Soudan du Sud
- Self Help Women's Development Association (SHWDA), Soudan du Sud
- Justice and Peace Commission (Commission Justice et Paix), archidiocèse de Gulu (JPC-Gulu), Ouganda
- Acholi Religious Leaders Peace Initiative (ARLPI – Initiative de paix des chefs religieux acholis), Ouganda.

### Exprimez-vous

Si vous souhaitez partager des informations ou votre opinion ou écrire un article pour la Voix de la Paix, contactez-nous.

RCA: [eabodade@yahoo.fr](mailto:eabodade@yahoo.fr)

RDC: [ernestsugule@yahoo.fr](mailto:ernestsugule@yahoo.fr)

Soudan du Sud: [frkumbomark@yahoo.com](mailto:frkumbomark@yahoo.com)

Ouganda: [arlpri.interfaith@gmail.com](mailto:arlpri.interfaith@gmail.com)

Royaume-Uni: [ktumutegyereize@c-r.org](mailto:ktumutegyereize@c-r.org)

